



4 décembre 2024

BILAN 1 AN DE MANDAT Pierre BARROS

Sénateur du Val d'Oise

Présentation

Pierre Barros - Sénateur du Val d'Oise

- **Maire de la ville de Fosses pendant 16 ans** et élu **Sénateur en octobre 2023** (Apparenté communiste - groupe CRCE-K)
- Membre de la **commission des finances** après avoir été membre de la commission de l'aménagement et du développement durable au Sénat
- **Conseiller municipal et conseiller intercommunal** de la Communauté d'agglomération Roissy Pays de France
- Ma méthode : **le travail collectif au Sénat et en Val d'Oise**





01.

Transport et aménagement du territoire

Investir dans les transports du quotidien

Une défense quotidienne de nos transports en commun



Soutien des élus, des habitants et des salariés contre les suppressions de lignes locales en Val d'Oise et contre la baisse des moyens pour nos transports publics



- Amendements dans le cadre des PLFs
- Vote en faveur des **Services Express Régionaux Métropolitains**



- **Refus des hausses successives du passe Navigo** (trouver des nouvelles ressources pérennes)
- **Défense du FRET SNCF**
- **Défense d'une motion contre l'interdiction du droit de grève**



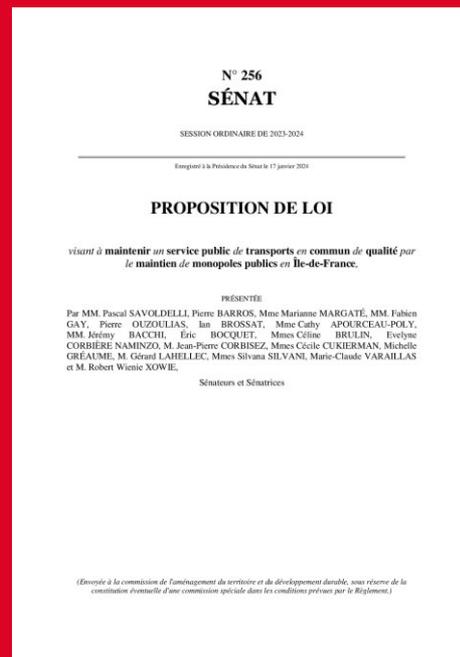
Maintenir un service public de transport de qualité

Une approche par le droit : écrire des propositions de lois, ici pour le maintien de monopoles publics en Ile-de-France, pour garantir la qualité des transports

- **Faciliter** le maintien du monopole de la régie RATP sur les lignes qu'elle exploite

Reporter l'ouverture à la concurrence de l'ensemble des services réguliers de transport guidé d'Île-de-France, de la RATP comme de la SNCF, au 31 décembre 2039

- **Simplifier la possibilité pour IDFM de créer une régie régionale** dédiée à l'exploitation de l'ensemble des services réguliers de transport guidé et de transports routiers de voyageurs d'Île-de-France.



Alimenter les connaissances pour défendre les intérêts communs

Des visites de sites pour découvrir concrètement les enjeux du patrimoine industriel français : Alstom, Air France, Gare de triage de Woippy, etc...





02.

Transition écologique et sociale

Renforcer la qualité de vie de nos territoires

Voter des lois pour protéger notre environnement



- Vote de la proposition de loi déposée par les sénateurs écologistes **visant à protéger la population des risques liés aux PFAS** (substances per- et polyfluoroalkylées).
- **Vote en faveur du texte pour le réemploi des véhicules** (proposition de loi portée par les sénateurs écologistes)



« La protection de l'environnement et l'écologie sont plus efficaces lorsqu'elles agissent aussi pour réduire le gaspillage, en corrigeant les dysfonctionnements de notre société et de nos politiques publiques »

Pierre Barros

Lutter pour le respect de l'environnement

Au local et au global : pour une réelle transition énergétique



- **Soutenir le respect de l'environnement de notre département :**

- ✓ *Marches pour une alternative au BIP*
- ✓ *Soutien aux initiatives citoyennes et locales contre les nuisances sur la santé des survols d'avions de nos communes*



- **Contribuer à la transition énergétique au niveau mondial :** Membre de la commission d'enquête TotalEnergies au Sénat : suite à un travail transpartisan qui a duré 6 mois, le rapport d'enquête a adopté 2 mesures : **un recours à un actionnariat spécifique au capital du groupe et la fin de l'importation de Gaz Naturel Liquéfié en provenance de Russie.**





03.

Santé et solidarité territoriale

En finir avec les médecins saisonniers

Se mobiliser contre l'injustice sociale



- Depuis décembre 2023, je suis mobilisé sur la situation insoutenable des médecins « PADHUES » (Praticiens à diplôme hors union européenne) qui exercent en France et plus spécifiquement en Val d'Oise



- Ces médecins étrangers représentent, par exemple, près de 60% des médecins de l'hôpital de Gonesse et font vivre notre système de santé territorial



- Selon certains syndicats, 2 000 à 3 000 médecins pourraient être licenciés de leur poste faute de renouvellement de leur contrat, car leur situation administrative n'est pas régularisée



Faire de l'accès aux soins un droit universel

Agir contre les déserts médicaux, une urgence



- Porter au plus haut niveau l'utilité du **financement des centres municipaux de santé**
- **Informé sur l'état de la médecine scolaire en France et en Val d'Oise** : 1/3 des postes de médecins sont vacants dans l'éducation nationale, seules 18% des visites médicales en 6^{ème} sont effectuées



- **Soutenir des actions innovantes notamment en santé mentale.** Exemple : recrutement de psychologues itinérants en prévention spécialisée
- Une fierté : l'inscription de l'IVG dans la **Constitution**



Voir le fil d'Ariane

QUESTION ÉCRITE

Désert médical et centres municipaux de santé dans le Val-d'Oise

Question écrite n°09129 - 16^e législature

Les informations clés

Question de M. BARROS Pierre (Val-d'Oise - CRCE-K) publiée le 23/11/2023

M. Pierre Barros attire l'attention de M. le ministre de la santé et de la prévention sur la baisse du nombre de médecins et de spécialistes dans le département du Val-d'Oise.

Aujourd'hui, l'Île-de-France est le premier désert médical de notre pays. Les Franciliens vivent une situation de manque de médecins chronique, dont les conséquences sont importantes sur leur vie quotidienne : difficultés d'accès aux soins, délais de prise de rendez-vous anormalement longs, rupture dans les parcours de soins...

D'après les données de la direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (DREES) concernant la démographie des professionnels de santé, les habitants du Val-d'Oise disposent en moyenne de moins d'un généraliste pour 1 000 habitants. Par ailleurs, la densité de médecins généralistes et spécialistes s'est dégradée dans le département : elle est passée de 2,66 en 2012 à 2,28 en 2023. Le Val-d'Oise pâtit également d'un problème démographique : même si de jeunes médecins s'installent, la majorité des médecins qui exercent dans le département ont 55 ans ou plus. La situation pourrait donc s'aggraver dans les prochaines années.

Les collectivités locales ont développé des solutions innovantes pour tenter de résoudre le problème, avec le déploiement de centres de santé. Ces centres apportent une solution de proximité et favorisent le retour de médecins dans des zones sous-dotées. Ils assurent aussi le maintien d'une offre de soins en secteur 1. Ils permettent enfin d'éviter une concurrence féroce entre les communes. Ces dernières ont de plus en plus recours à une surcote d'aides financières pour fidéliser leurs praticiens. En cela, elles renforcent les inégalités d'accès aux services publics dans les territoires, entre les communes les plus pauvres et les plus riches. Ces centres ont toutefois un coût de fonctionnement pour les collectivités. Toutes ne peuvent pas y faire face, elles qui ont dû supporter ces dernières années le gel de la dotation globale de fonctionnement (DGF) et plus récemment la hausse de l'inflation.

Il souhaite donc savoir quels dispositifs seront mis en place pour lutter contre les déserts médicaux. Il se demande plus spécifiquement si des mesures plus ciblées peuvent permettre d'accompagner plus efficacement le développement des centres de santé gérés par les collectivités locales, notamment des aides au fonctionnement, à l'instar des nombreuses aides qui existent aujourd'hui pour la médecine libérale.

Publiée dans le JO Sénat du 23/11/2023 - page 6537



04.

Elus et collectivités locales

Des compétences à la loupe

Eclairer les élus sur les évolutions des périmètres



- **Demander des éclairages sur des injonctions contradictoires.** Exemple : gouvernance et financement de la petite enfance. Quelle continuité du service public ? Quel budget pour cette ambition ?

- **Concourir à l'abandon de mesures injustes pour le territoire.** Exemple : le contrat de présence postale territoriale

- **Interroger le sens des mesures.** Exemple: la débureaucratization par l'arrivée d'Albert, intelligence artificielle, au cœur des services publics



- **Conseiller les élus face aux mesures injustes** du gouvernement qui impactent leurs communes. Exemple : filet de sécurité



Des inégalités territoriales à résorber

Analyser les besoins et demander des moyens complémentaires pour les services publics et leurs représentants en Val d'Oise

- **Rendre attractifs les services publics.** J'ai proposé l'extension de la prime de fidélisation de Seine-Saint-Denis au Val d'Oise, notamment pour l'Est du Val d'Oise

- **Pour un nouveau statut des élus locaux :**

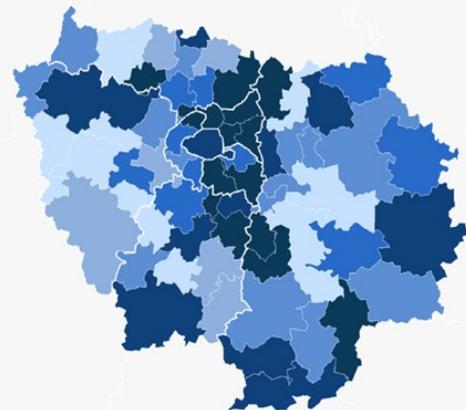
Les exigences du mandat d'élu local sont de plus en plus fortes. Les élus sont en première ligne face aux changements de la société et face au climat de défiance qui bouscule et qui empêche parfois de nouvelles vocations.

J'ai soutenu la proposition de loi.



► 8b. Taux de pauvreté et halo de la pauvreté, par EPCI et EPT

en %



Géographie EPCI 2023

Source : Insee-DGFIP-Cnaf-Cnav-CCMSA, Fichier localisé social et fiscal (Filosophi) 2020.



05.

Education, enfance, jeunesse

Quelle école pour demain ?

La jeunesse doit devenir une grande cause nationale

- **Soutien au déploiement des investissements** pour accélérer l'adaptation des écoles au réchauffement climatique. Exemple : soutien pour un fonds vert au bénéfice des collectivités (besoin 5 milliards d'€ et budget de 2,5 Mds€ en 2024, prévu 1 Mds€ en 2025)
- Mobilisation sur le maintien des classes en **Regroupement Pédagogique Intercommunal** et sur le maintien des **écoles en milieu rural**. Exemple : Génicourt/Livilliers/Hérouville
- **Soutien contre les réformes et pour des moyens renforcés** : « choc des savoirs », concours de recrutement des enseignants,... Courriers et manifestations de soutiens



Encourager la vie démocratique des jeunes

Prendre le temps pour parler Démocratie et République





06.

Culture et sports

La culture, pierre angulaire des services publics

Inscrire la culture au cœur d'une charte du service public : un combat à poursuivre



- Au Sénat, j'ai porté avec mes **collègues une proposition de loi constitutionnelle instaurant une charte des services publics**, rejetée par les sénateurs.



- L'idée était de donner une définition du « service public » et de rappeler qu'il intègre « le développement social, culturel, éducatif, économique et personnel de la société toute entière ». **La culture ne doit pas être la variable d'ajustement des politiques libérales.**
- Au local, **je souhaite promouvoir toutes les actions culturelles portées par les élus et les associations et mettre en avant les talents locaux.**



Les jeux olympiques, et après ?

Agir pour que la pratique sportive survive aux Jeux Olympiques et Paralympiques



- Le Sport n'est plus une priorité nationale : **les crédits jeunesse et sports sont en baisse de 25%**. Il n'y a aucune ambition d'héritage des JO.
- La contribution des collectivités à la réduction du déficit public cumulée à cette baisse est alarmante. **La réduction des crédits du Pass'Sport en est le symbole.**
- **Le sport à l'école doit être le principal pilier de la politique sportive** pour intégrer dès le plus jeune âge des habitudes de pratique. 1 517 heures d'EPS n'étaient pas assurées à la rentrée 2024, le budget est en baisse de 4 millions d'€. **Je soutiens à ce titre l'abondement de 75 M€ dans le PLF 2025 .**





07.

Sécurité et tranquillité publique

Promouvoir une sécurité aux valeurs fraternelles et humaines

Agir pour que les acteurs du quotidien soient reconnus et valorisés

- Pour la défense de nos sapeurs-pompiers



J'ai interpellé le gouvernement sur la reconnaissance de la retraite des sapeurs-pompiers volontaires ou encore sur les baisses budgétaires successives du budget de la sécurité civile. Chaque jour je veille à la considération de ces métiers.

- Pour garantir plus de sûreté dans les transports



Je défends la réintroduction de l'humain dans nos gares et dans nos trains plutôt que la main mise des entreprises privées sur la sécurité dans les transports en commun.



Justice et dignité pour toutes et tous

L'humanité doit toujours se situer au cœur du débat



- **Eviter les mesures catalogues en matière de sanction**, notamment dans la suite des émeutes de 2023, **mais donner les moyens aux forces « éducatives »** pour accompagner les jeunes et leur donner les possibilités d'un avenir choisi



- La surpopulation carcérale atteint des records. En Val d'Oise : 568 places et 863 détenus. **Je me mobilise pour que des pistes innovantes soient étudiées, comme la mise en place d'un mécanisme de régulation carcérale**





08.

Politique de la ville et logement

Accueillir, insérer, intégrer dans nos villes

Aider à l'accès au logement et aux droits : un vecteur concret d'insertion



- **Pour favoriser l'accès au logement :**
 - ✓ *Dernière action en date* : le dépôt d'une résolution transpartisane au Sénat pour mettre fin au « **sans-abrisme des enfants** »



- ✓ Demander des **constructions de logements sociaux** (baisse constatée entre 2016 et 2023 : 125 000 à 93 000)
- ✓ **Transformer l'hébergement d'urgence** en accueils sécurisés et sans rupture
- **Défendre l'accès aux droits** : aide quotidienne à la régularisation de sans-papiers



Repenser la politique de la ville

Accompagner autrement les villes et villages de France

- **Repenser la ville** par des mesures phares et adaptées : zéro artificialisation nette pour une « ville dense, durable et désirable ».



Apprendre des événements passés : revoir l'ambition des contrats « politique de la ville » par des critères ajustés à la société et éviter les mesures catalogues du « plan anti-émeute »



- **Accompagner les collectivités face aux événements** : la question assurantielle par exemple mérite un travail colossal : quid des aides de l'état face aux événements climatiques, quid des assurances qui quittent le navire ?





09.

Economie et Emploi

La bifurcation économique aura-t-elle lieu ?

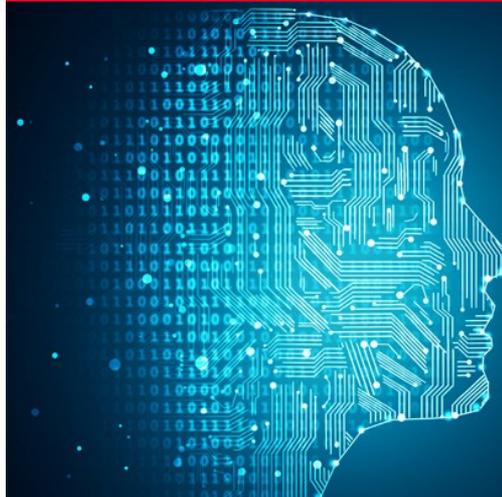
Changer de paradigme, tout simplement



- **Vice-Président de la commission en charge du projet de loi pour la simplification de la vie économique** : un fiasco politique. Un texte fourre-tout et sans cohérence, pourvoyeur d'insécurité juridique et de complexité législative.
- **Limitation du droit de grève** : c'est toujours non !
- **Un exemple des luttes quotidiennes : Valdunes**. Un chantier prioritaire pour le gouvernement ?



Un travail collectif en cours pour renforcer le dialogue social : une proposition de loi à venir !





10.

Budget et Finances

Projet de loi de finances 2025

Une attaque contre les collectivités locales



Une proposition de motion adressée à tous les maires du Val d'Oise pour exprimer le refus de ces mesures : hausse des cotisations employeurs à la CNRACL, « fond de résilience », baisse des dotations..

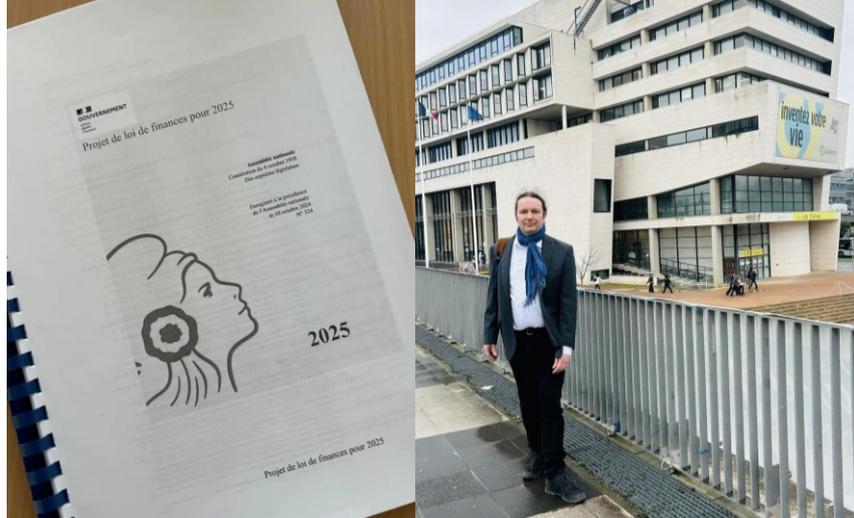


Défense au Sénat de la motion tendant à opposer la question préalable du PLF 2025 pour le groupe CRCE-K



Au quotidien, travail sur l'impact des finances publiques sur le local. Exemples de questions aux Ministres :

- Budget de la sécurité civile
- Budget faculté de médecine CY
- Totalité de la hausse des cotisations pour les collectivités





11.

Relations internationales

Les relations internationales à l'heure de la mondialisation

Œuvrer chaque jour pour la paix



- Au Sénat, **Vice-Président du groupe d'amitié France-Kazakhstan**
- Demande de reconnaissance de l'État de **Palestine**, d'un **cessez-le-feu à Gaza**
- **Solidarité avec le Peuple Ukrainien**
- **Contre les traités de libre-échange** qui affaiblissent la souveraineté de la France (CETA, Mercosur...)





...Merci pour votre attention